



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

FRALIB : Un anniversaire au parfum d'autogestion et d'écologie.

Dix ans déjà... la lutte des FRALIB avait, à partir de 2014, défrayé la chronique : plus qu'un simple conflit social, les FRALIB avaient fait entendre une autre voix, qui les a rendus populaires à l'échelle régionale et même bien au-delà. C'était, au-delà de la défense de l'emploi à l'usine de Gémenos non loin de Marseille, le projet, porté par les syndicalistes CGT, de réappropriation de l'outil de travail par celles et ceux qui produisent les richesses : les salarié-es. Après de nombreuses péripéties (tournées, ventes de thés et de tisanes dans tout le pays, rappel de la lutte à toutes les grandes manifs syndicales -avec l'éléphant gonflable- soutien de toute la gauche), les FRALIB ont enfin gagné en 2014 le bras de fer contre Unilever, la multinationale qui avait programmé la délocalisation de la production en Pologne et la fermeture de l'usine.

Certes il leur a été impossible de maintenir le nom de la marque emblématique (Eléphant) mais la voie était libre : mettre en œuvre, avec 34 des 182 salarié-es -et l'existence de 70 emplois indirects - une expérience coopérative passionnante, observée avec espoir et intérêt par d'autres salarié-es intéressé-es par une telle démarche.

Les ex-FRALIB sont devenu-es SCOP-TI 1336 (le nombre de jours de la lutte!) et Gérard Cazorla, l'un des animateurs de la lutte, ne manque jamais de rappeler que ces salarié-es ont apporté la preuve que « l'autogestion, c'est possible ». Pas seulement comme perspective émancipatrice, mais comme pratique immédiate et démonstration d'une possible alternative anticapitaliste. S'ajoute la volonté de conjuguer autogestion et écologie : les tisanes et une partie de la production de thé s'appuient sur une production locale et sans parfum artificiel...

Dans un contexte difficile, le bilan de l'année en cours fait apparaître la perspective du meilleur chiffre d'affaires depuis 10 ans. Les SCOP-TI continuent avec vaillance : soutenons-les !

ENFIN !

Netanyahou poursuivi pour ses crimes ! Historique ! La Cour pénale internationale n'avait traité jusqu'à présent que des personnes originaires des pays du Sud, africains surtout, en plus des Poutine et autres dirigeants russes. Et voilà qu'un outil juridico-politique, mis en place par l'Occident pour l'Occident, se retourne contre ses créateurs en mettant en cause deux dirigeants d'un état « occidental », « presque » européen !

Le procureur Karim Khan étant d'origine pakistanaise musulmane, le très contesté « Bibi » a immédiatement hurlé au « nouvel antisémitisme ». Comme d'hab ! Joe Biden a qualifié la demande de mandat d'arrêt de « scandaleuse » et Blinken a répété que le 7 octobre était « le pire massacre de Juifs depuis l'Holocauste » comme s'il justifiait les crimes sionistes. Par contre, la France et, avec bémols, l'Allemagne, ont rappelé, à bon escient, les fondements du droit international et de l'indépendance des juges.

Revers de la médaille :

- 1) Le consensus sioniste repart de plus belle : Netanyahou et Gallant, son ministre de la Défense, Gantz et Lapid, leaders de « l'opposition », 106 des 120 membres de la Knesset, ont violemment condamné la position du procureur en la qualifiant d'« antisémite ». Sans parler de l'opinion publique juive israélienne chauffée à blanc et gravement traumatisée depuis le 7 octobre.
- 2) Pour Netanyahou au travers de sa personne, c'est l'État d'Israël - et donc les Juifs du monde entier - qui sont visés selon lui, façon de remonter sa cote de popularité.
- 3) qu'il le veuille ou non, par la simultanéité de son action, le procureur Khan met sur le même plan les responsables d'Israël et les trois dirigeants du Hamas, alors qu'il eut été possible de les séparer puisque le 7 octobre s'est arrêté .. le 8, alors que l'armée israélienne continue ses massacres.

Quoi qu'il en soit, le sionisme, ses incarnations et ses complices doivent désormais compter avec le droit international dont ils étaient exonérés. Espérons que ce ne soit qu'un début !

Trois nouveaux pays européens reconnaissent l'État de Palestine (Espagne, Irlande, Norvège), c'est une excellente nouvelle ! Qu'attend Macron pour en faire autant ? (Alors que l'Assemblée nationale et le Sénat ont tous les deux voté pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine... il y a 10 ans).

Pays qui reconnaissent la Palestine comme un État
L'Érythrée et le Cameroun sont les seuls pays africains à ne pas reconnaître la Palestine comme un État.

■ Ne reconnaît pas ■ Reconnaît



Macron voyage en Kanaky

Macron est habitué de cette mise en scène : une descente de l'Olympe présidentiel pour éteindre un incendie hors contrôle pour tout autre que lui même.



Cette fois plus de 30 000 kilomètres franchis de deux coups de vol et 17 heures sur place pour rencontrer les acteurs locaux. D'un côté, la droite extrémiste et la droite modérée (reçues séparément). De l'autre avec les indépendantistes, y compris Christian Tein, assigné à résidence, car responsable de la CCAT dénoncée par Darmanin comme « *groupe mafieux* ». Et, à la demande du FLNKS, sans Lecornu et Darmanin.

Face aux premières, la posture martiale : impératif du retour à « *l'ordre républicain* », levée des barrages, et refus de toute marche arrière quant à la loi de dégel du corps électoral. Pour les autres, l'engagement de « *ne pas passer en force* ». Donc pas de congrès fin juin pour entériner cette même loi... Sous condition que le retour à l'ordre soit effectif, et si un accord global se concrétise entre les différentes composantes calédonniennes.

Et le Président repartit. Il laisse sur place trois hauts fonctionnaires missionnés pour superviser la recherche d'un « *accord global* ». Bref, Macron a compris qu'il fallait donner du temps au temps. Ce qui ne signifie pas une réelle prise en considération du fait colonial.

Donc, rien n'est réglé !

Couvre-feu des mineurs : ça cache quoi ?

Inventé pendant la guerre d'Algérie, le couvre-feu a une histoire coloniale. Il a été redécouvert par De Villepin en 2005 avec les résultats que l'on sait, et plus récemment aux Antilles, sur la Côte d'Azur... puis à Béziers et enfin à Nice pour les mineurs de moins de 13 ans, et dans ces deux derniers cas limité aux quartiers populaires.

Logique : sans parler les Antilles, il s'agit des quartiers où les populations issues des migrations coloniales ou post-coloniales sont plus nombreuses. Des populations présentées par la majorité des médias et des politiciens de droite et d'extrême-droite comme inquiétantes et délinquantes, comme du temps des colonies et des "classes dangereuses".

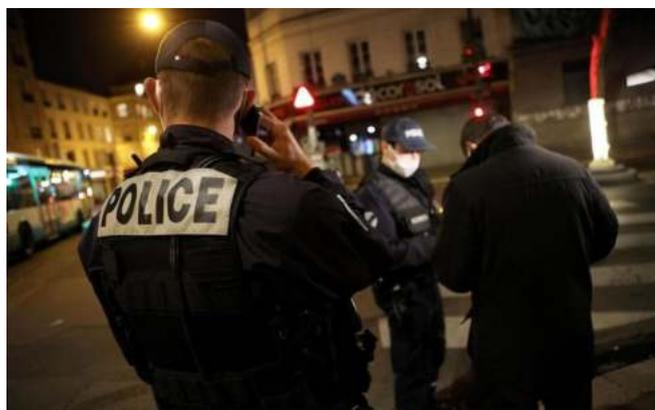
Le nombre de mineurs dans les rues passé minuit est quasiment inexistant et ce qui est présenté comme un "problème" est donc une invention de toute pièce, alors que le nombre de mineurs auteurs de délits est en réalité en baisse, alors que les moyens manquent à la protection de l'enfance.

L'enjeu est donc ailleurs : restreindre encore les libertés et renforcer le climat sécuritaire, bien sûr.

Mais pas seulement : c'est aussi et une fois de plus stigmatiser une partie de la jeunesse "racisée", leurs familles et les quartiers populaires. Et ce n'est pas par hasard si, dans les discours à droite, les familles monoparentales, donc les femmes, sont aussi directement ciblées et corrélées à la délinquance.

Enfin, ce couvre-feu intervient après les tentatives d'aggravation du tri social (groupes de niveau) et de caporalisation des élèves (expérimentation de l'uniforme à l'école), à un moment où l'horizon proposé à la jeunesse, une fois sortie d'un système éducatif délabré, est le chômage, l'emploi précaire, l'absence de perspectives.

Refuser dans l'unité ces politiques répressives et inégalitaires, et faire le choix positif d'une alternative basée sur l'égalité des droits, le respect de la jeunesse et l'émancipation : c'est possible et c'est urgent !



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

